



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

ACCEPTER LA MASCARADE DU « DIALOGUE SOCIAL » C'EST CAPITULER FACE AU GOUVERNEMENT PS - MEDEF C'EST DANS LA RUE ET PAR LA GRÈVE QU'ON POURRA GAGNER !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 10 JUILLET 2014

Un gouvernement au service du patronat

Les 6 et 7 juillet, le gouvernement avait convoqué sa « conférence sociale » pour négocier, comme en 2012 et 2013, les prochains reculs sociaux qu'il compte imposer aux travailleurs.

Face à la menace de boycott du MEDEF, il n'avait pas hésité à céder sur le report du déclenchement du dispositif pénibilité pour le calcul de l'âge de départ en retraite et sur l'entrée en vigueur de la règle stipulant que les nouvelles embauches à temps partiel devraient fixer à 24 heures minimum le temps de travail hebdomadaire.

Il y ajoutait l'engagement de mettre sur la table la « simplification » du droit du travail et la remise en cause des « seuils sociaux » déclenchant la mise en place des CE et des délégués du personnel.

En réaction à ces capitulations et après le boycott de Solidaires dès le 1^{er} jour, la CGT, FO et la FSU ont finalement décidé de boycotter la seconde journée consacrée aux tables rondes et au discours de Manuel Valls. Les autres dirigeants syndicaux ont préféré être de toutes les palabres.

Mépris envers les salariés

Depuis des semaines, les salariés de la SNCF, les postiers, les cheminots, les intermittents du spectacle, les personnels hospitaliers se battent pour défendre leurs emplois, leurs salaires, les services publics; pour refuser la précarité et la dégradation de leurs conditions de travail.

Face à eux, ils trouvent un gouvernement, un patronat et des médias qui les traitent de privilégiés, de nantis, de preneurs d'otages.

Un gouvernement et un patronat qui perpétuent la criminalisation des luttes, du mouvement social par des poursuites et des procédures de licenciement contre les militants.

Une logique capitaliste

Valls met en œuvre, au pas de charge, la logique des Pactes de « responsabilité » et de « solidarité » qui se résument aux 41 milliards de cadeaux au patronat d'ici 2017, et à une saignée de 50 milliards dans les dépenses publiques.

Le ministre des finances, Michel Sapin, l'a dit clairement : « *Notre amie, c'est la finance : la bonne finance* ». Cette finance dont le candidat Hollande avait dit, en 2012, qu'elle était son « *véritable adversaire* » !

La seule finance que nous connaissons, c'est celle, qui, au service des actionnaires et des patrons, organise la fermeture des entreprises, le blocage des salaires, la dégradation des conditions de travail et la destruction des services publics.

Rien à discuter

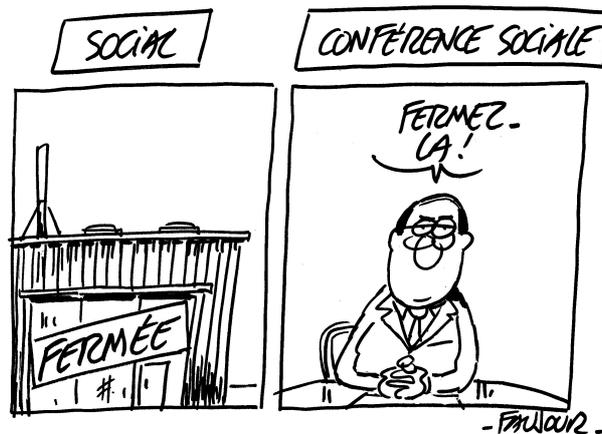
Le gouvernement cherche à faire valider par tout ou partie des directions syndicales cette politique anti-ouvrière. Le patronat, dont toutes les revendications sont satisfaites, va poursuivre son offensive.

Des représentants des salariés, dignes de ce nom, n'ont rien à faire dans cette arnaque. Nous n'avons pas à négocier les reculs sociaux que les rapaces capitalistes veulent nous imposer pour tenter de sauver leur système.

Tout à gagner, par la lutte

Les cheminots, les intermittents du spectacle, les marins de la SNCF, les postiers, les milliers de manifestantes contre l'aéroport de Notre Dame des Landes montrent la voie à suivre, le combat qu'il faut rejoindre.

C'est sur ce terrain, dans la rue et dans la grève, que les travailleurs et les classes populaires pourront contrer ces attaques, en faisant converger nos luttes pour préparer l'affrontement inévitable avec ce gouvernement ami du patronat.



ILS NE SE BATTENT PAS QUE POUR EUX VIVE LA LUTTE DES INTERMITTENTS

Par définition, les techniciens et comédiens qui participent à la réalisation d'une pièce de théâtre, d'un concert, d'un festival, n'ont que des contrats limités dans le temps, enchaînant contrats et périodes non travaillées. D'où le nom d'intermittents, et le régime particulier dont ils relèvent pour l'assurance chômage.

Moyennant un taux de cotisation à l'assurance chômage plus élevé que les salariés du régime général. Et encore faut-il accumuler les 507 heures de travail déclaré sur 10 mois. D'où la course permanente à la recherche de nouveaux contrats. En 2011, à peine la moitié des 250.000 cotisants à pu franchir le seuil des 507 heures.

Avec la nouvelle Convention chômage 2014 Un patronat à l'offensive

Depuis des lustres, le patronat rêve d'enterrer définitivement le CDI et de promouvoir les petits contrats, l'intérim et les petits boulots comme norme généralisée. Quoi de mieux que la précarité pour mettre le salarié à la merci du patron en matière de salaires et conditions de travail.

Les nouvelles dispositions adoptées par accord entre le MEDEF et certaines directions syndicales (dont celle de la CFDT) concernent tous les privés d'emploi, et pas seulement les intermittents du spectacle. Avec notamment le système des droits rechargeables. Présenté comme une avancée (le chômeur qui retrouve un emploi ne perd pas les droits à allocation accumulés précédemment), il va surtout pousser les chômeurs à accepter tous les petits boulots qui se présentent pour préserver leur capital à des droits au chômage.

Avec les intermittents, tous ensemble contre la précarité généralisée

Chômeurs, intérimaires, précaires en général: les intermittents sont aux avant-postes d'une lutte générale contre la précarité.

Pour la région de Rouen, c'est le sens de leur appel à se retrouver pour un banquet festif et de lutte le lundi 14 juillet, à 19h00, Théâtre des arts à Rouen. Soyons nombreux à répondre à leur appel

ÉTAT D'ISRAËL: ÉTAT CRIMINEL

Une nouvelle offensive israélienne de grande ampleur est en cours contre la Bande de Gaza. Le gouvernement et l'état-major israéliens promettent du sang et des larmes.

Bien sûr, rien ne peut justifier l'assassinat de trois jeunes colons israéliens disparus dans la région d'Hébron. Mais comment ne pas dénoncer avec autant de force l'ignoble punition collective infligée depuis au peuple palestinien et les exactions de

toutes sortes qui l'accompagnent : dont la mort atroce du jeune Mohammed Abou Khdeir n'est qu'un exemple parmi d'autres.

Quant à l'offensive contre Gaza il est évident que les tirs de roquettes ne sont, comme d'habitude, qu'un prétexte pour les autorités israéliennes. Il s'agit pour Benyamin Netanyahu et ses alliés d'extrême droite d'essayer, une fois de plus, de détruire l'esprit de résistance en semant la terreur dans la population civile.

ONU et grandes puissances complices

Au-delà de larmes de crocodile, les pays occidentaux - France en tête - refusent de condamner la politique criminelle d'Israël et de prendre les mesures nécessaires à la clé, à commencer par l'arrêt de toute coopération militaire, économique et culturelle avec cet Etat.

C'est pourtant bien l'Etat d'Israël lui-même qui a encore dernièrement délibérément torpillé toute possibilité de discussion avec les palestiniens, notamment en renforçant encore l'implantation de colonies en Cisjordanie et à Jerusalem-Est.

Une paix juste et durable dans cette région du monde, et en particulier pour les israéliens eux-mêmes, suppose d'abord et avant tout, la reconnaissance par Israël des droits fondamentaux des palestiniens

CARLOS GHOSN, CHAMPION DE SON COFFRE FORT PERSONNEL

La rémunération au Japon de Carlos Ghosn, le triple PDG (Renault, Nissan et Autovaz), a été rendue publique parce que c'est une obligation légale au Japon. Pour les 12 mois écoulés entre le 1^{er} avril 2013 et le 31 mars 2014, elle s'est élevée à 995 millions de yens, l'équivalent de 7,2 millions d'euros.

Cumulée avec sa rémunération Renault entérinée par les actionnaires le 30 avril 2014, il arrive à un total de 10 millions d'euros. Et on ne compte pas sa rémunération au titre de PDG d'Autovaz en Russie qui, au tarif des oligarques russes, doit être plutôt bonbon.

Les années se suivent et les rémunérations de ce « cher » PDG se ressemblent ! Ghosn fait quand même très fort dans l'arnaque, car il réussit à se faire payer au Japon trois fois plus cher que ses collègues PDG de Toyota le premier constructeur mondial ou de Honda !

Et en France, le gouvernement actionnaire à 20 % du capital de Renault reconduit pour quatre ans Carlos Ghosn, le champion de son coffre fort personnel.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique